

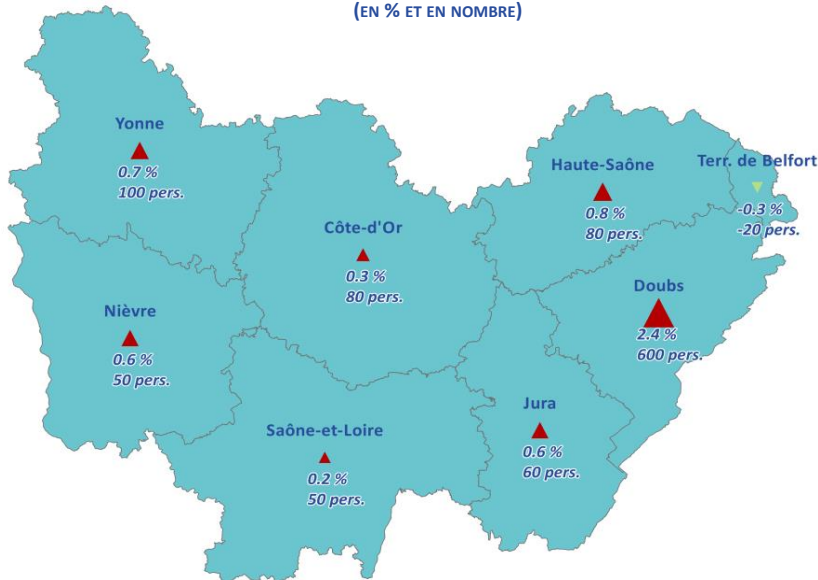
Études Statistiques Évaluation

INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2019 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
 - 0,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **23 890** (+ 0,2 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **20 430** (- 0,2 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **44 320** (0,0 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

7,7 % au 1^{er} trimestre 2019
 0,0 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2018
 (France métropolitaine : 8,4 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

182 860 au 1^{er} trimestre 2019
 + 0,2 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2018

● RECOURS À L'INTÉRIM

7 510 intérimaires au 1^{er} trimestre 2019
 + 4,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2018

Au premier trimestre 2019 :

La Saône-et-Loire a gagné 430 emplois salariés (privés et publics), une dynamique exclusivement soutenue par l'emploi intérimaire. Hors intérim, l'emploi salarié est stable dans le département grâce aux créations de postes dans les services marchands et l'agriculture venant contrebalancer les pertes dans l'industrie et les services non marchands. En un an, l'emploi salarié a reculé de 0,4 % ; une évolution comparable à celle qui est observée au niveau régional. Le recours à l'intérim est reparti à la hausse (+4,3 % après -1,3 %) néanmoins le volume d'heures consommées au titre de l'activité partielle tend à augmenter et en particulier dans le secteur industriel : environ 337 000 heures ont ainsi été chômées sur les douze derniers mois permettant de préserver environ 200 emplois en équivalents temps plein.

Au deuxième trimestre 2019 :

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle, qui représente un indicateur avancé de la situation économique, augmente comparé au 1^{er} trimestre 2019 notamment dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises menacent près de 100 emplois, un nombre en baisse par rapport à l'année dernière. Les créations d'entreprises sont plutôt bien orientées, comptabilisant près de 570 nouveaux entrepreneurs (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, le nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégorie A) augmente de 0,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2019 ; une hausse moins importante que celle enregistrée au niveau régional. Le fait le plus marquant demeure la forte progression de la demande d'emploi des hommes et en particulier ceux de moins de 25 ans.

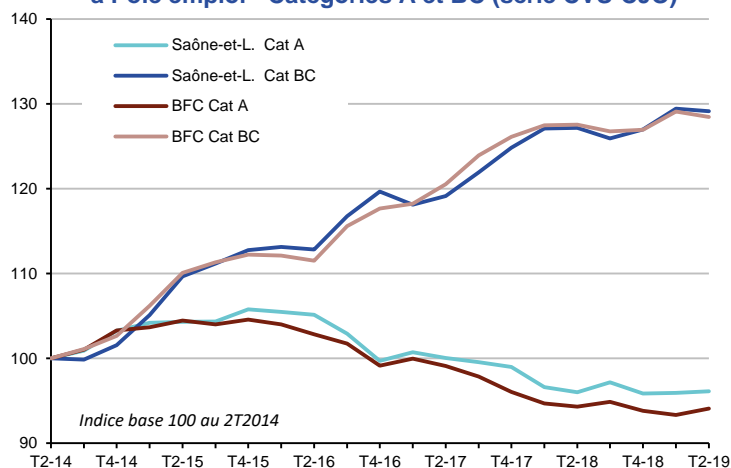
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T2 2019	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Saône-et-Loire :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	23 890	+0,2	+0,1
Catégories B, C	20 430	-0,2	+1,5
Catégories A, B, C	44 320	0,0	+0,8
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	123 460	+0,8	-0,2
Catégories B, C	92 520	-0,5	+0,7
Catégories A, B, C	215 980	+0,3	+0,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2019	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	12 120	+1,3	+1,8	+1,6	+0,6
< 25 ans	1 820	+2,2	+2,2	+3,3	+2,6
25 - 49 ans	6 670	+1,1	+1,2	+1,4	+0,1
50 ans et plus	3 630	+1,4	+2,8	+1,0	+0,6
Femmes	11 770	-0,9	-1,6	0,0	-1,1
< 25 ans	1 580	-4,8	-3,7	-0,7	-2,1
25 - 49 ans	6 520	-0,2	-2,1	+0,3	-1,3
50 ans et plus	3 670	-0,5	+0,3	-0,1	-0,2
Total	23 890	+0,2	+0,1	+0,8	-0,2
< 25 ans	3 400	-1,2	-0,6	+1,4	+0,4
25 - 49 ans	13 190	+0,5	-0,5	+0,9	-0,6
50 ans et plus	7 300	+0,4	+1,5	+0,5	+0,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2019	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	20 580	-0,3	+1,1	+0,4	0,0
< 25 ans	3 070	-0,3	-1,0	+1,4	-0,1
25 - 49 ans	12 010	-0,6	+0,1	0,0	-0,9
50 ans et plus	5 500	+0,4	+4,6	+0,7	+2,2
Femmes	23 740	+0,2	+0,5	+0,2	+0,3
< 25 ans	3 110	-2,5	-3,7	-0,8	-2,6
25 - 49 ans	13 470	+0,8	0,0	+0,2	0,0
50 ans et plus	7 160	+0,4	+3,3	+0,6	+2,4
Total	44 320	0,0	+0,8	+0,3	+0,2
< 25 ans	6 180	-1,4	-2,2	+0,3	-1,3
25 - 49 ans	25 480	+0,1	0,0	+0,1	-0,4
50 ans et plus	12 660	+0,4	+3,9	+0,6	+2,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois);
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2019	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	22 740	-0,1	+0,1	+0,4	-0,2
DELD :					
1 à 2 ans	9 000	-0,9	-4,3	-0,3	-5,3
2 à 3 ans	4 860	-0,6	+9,0	-1,0	+10,3
3 ans et plus	7 720	+1,7	+4,3	+1,5	+2,7
Total DELD	21 580	+0,1	+1,5	+0,1	+0,6
Part des DELD	48,7%	+0,1 pt	+0,3 pt	0,0 pt	+0,2 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2019	Moyenne annuelle 2019	
		2019	2018
Assurance chômage	20 210	20 210	19 930
Solidarité - Etat	2 860	2 860	3 210
Total DE indemnisés	23 070	23 070	23 140
Formation	1 850	1 850	1 640
Part des DE indemnisés* :			
Saône-et-Loire :	50,7%		
BFC :	51,6%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2019	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	527	-50	-8,7	-86	-3,0
Fin de mission d'intérim	219	+19	+8,0	-73	-5,0
Démission	141	+9	+6,8	+63	+9,2
Rupture conventionnelle	219	+18	+9,1	+44	+4,2
Licenc. économique	52	-15	-22,3	-65	-17,3
Autre licenciement	236	+28	+13,5	+80	+6,6
Première entrée ⁽¹⁾	160	-4	-2,2	-2	-0,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	644	+62	+10,7	+400	+13,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	631	-6	-0,9	-56	-1,7
Autre motif ⁽⁴⁾	192	+15	+8,3	+56	+6,0
Motif indéterminé	341	-19	-5,4	-165	-8,9
Total	3 361	+19	+0,6	+197	+1,1

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2019	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	697	+2	+0,3	-40	-1,0
Entrée en stage ou formation	353	+40	+12,8	+400	+24,9
Arrêt de recherche**	379	-19	-4,8	-72	-3,8
dont maladie	214	-16	-7,1	-40	-3,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 655	-112	-6,3	-428	-4,8
Radiation administrative	287	-43	-13,0	-140	-7,8
Autre cas ⁽²⁾	300	+15	+5,3	+13	+0,9
Total	3 671	-116	-3,1	-267	-1,4

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

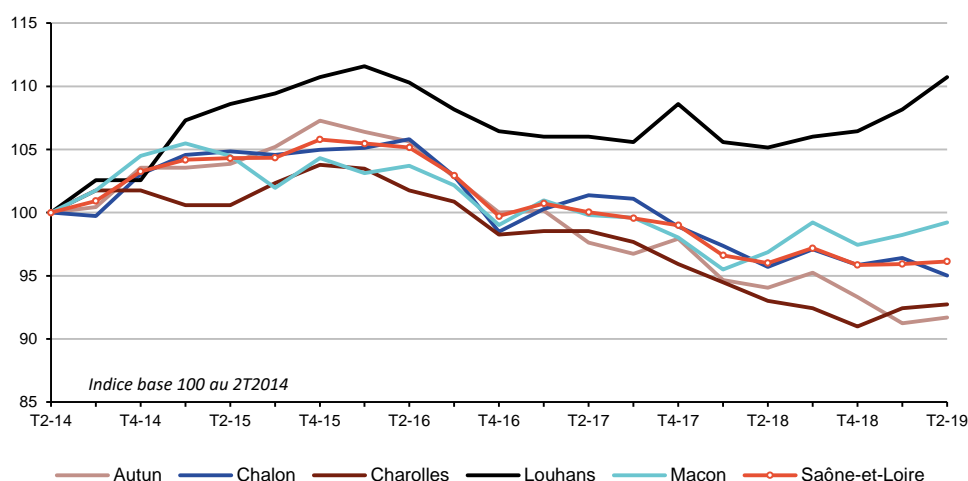
Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2019	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Autun	6 180	+0,5	-2,5	47,7	13,8	30,7	11,4
Chalon-sur-Saône	6 870	-1,4	-0,7	51,0	13,8	29,4	9,5
Charolles	3 190	+0,3	-0,3	48,0	14,7	38,6	8,7
Louhans	2 580	+2,4	+5,3	50,8	15,5	32,6	8,8
Mâcon	5 070	+1,0	+2,4	48,9	14,6	25,8	9,9
Saône-et-Loire	23 890	+0,2	+0,1	49,3	14,2	30,6	9,8

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2016

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Les flux d'entrées et de sorties

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2019	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2019	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Autun	11 010	+0,1	-2,0	5 580	-0,2	-0,9
Chalon-sur-Saône	12 980	-1,0	+0,5	6 410	-0,2	+0,2
Charolles	5 900	-0,2	+0,5	2 950	-0,3	+1,4
Louhans	4 770	+2,1	+4,8	2 150	+0,9	+3,9
Mâcon	9 650	+0,1	+2,8	4 480	+0,4	+5,4
Saône-et-Loire	44 320	0,0	+0,8	21 580	+0,1	+1,5

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
940	-2,1	920	-8,0
1 080	-6,1	1 130	+2,7
490	-5,8	500	+2,0
440	-4,3	420	0,0
890	-2,2	830	-3,5
3 840	-4,0	3 790	-2,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2020.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

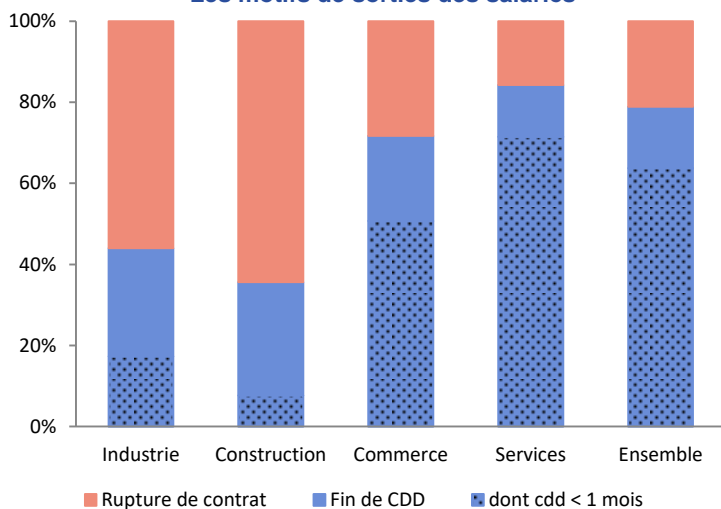
Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Dans les établissements de 10 salariés et plus - hors intérim et hors agriculture

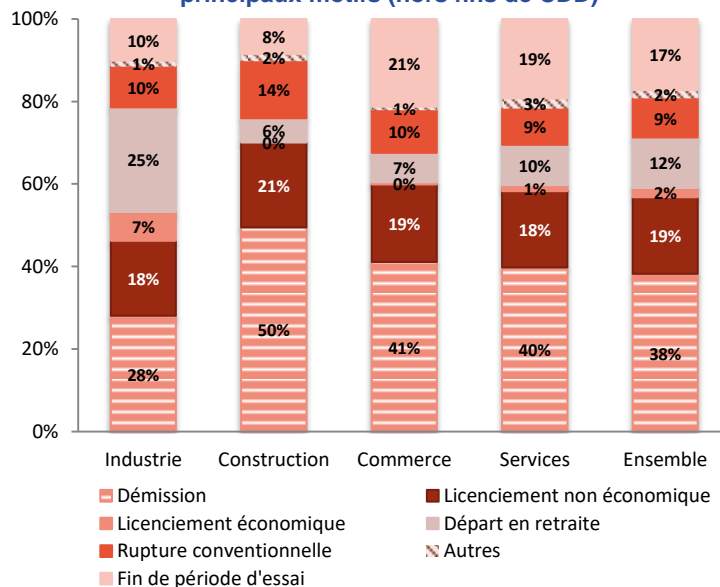
Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2017						
Actifs en emploi		37 521	14 633	28 599	123 109	203 861
Répartition en %		18,4	7,2	14,0	60,4	100,0
Embauches		1 297	240	2 259	13 206	17 002
dont en % :						
	CDD	58,9	46,6	80,5	88,3	84,4
	< 25 ans	31,0	32,0	55,6	27,8	31,8
	25 - 49 ans	53,5	55,5	36,9	51,9	50,1
	50 - 54 ans	6,4	6,2	2,5	8,8	7,7
	55 ans ou plus	9,1	6,3	5,0	11,5	10,4
	Femmes	32,1	8,2	62,9	73,3	67,8
Sorties		1 275	283	2 221	13 491	17 270
dont en % :						
	Fins de CDD	44,0	35,7	71,7	84,2	78,9
	<i>dont CDD < 1 mois</i>	39,4	21,6	70,8	84,9	80,9
	Demissions	15,7	31,9	11,6	6,3	8,1
	Licenciements économiques	3,9	0,0	0,1	0,2	0,5
	Licenc. non économiques	10,2	13,2	5,3	2,9	3,9
	Retraite	14,2	3,8	2,0	1,6	2,6
	Ruptures Conventionnelles	5,5	8,9	2,9	1,4	2,0
	< 25 ans	20,3	23,4	49,9	25,2	28,0
	25 - 49 ans	44,7	55,3	39,0	52,6	50,3
	50 - 54 ans	6,9	8,4	3,3	9,0	8,1
	55 ans ou plus	28,0	12,9	7,8	13,3	13,6
	Femmes	34,5	10,0	62,1	73,4	68,0

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2016, actifs en emploi de 15 ans ou plus

Les motifs de sorties des salariés



Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2017							
Actifs en emploi		18 486	127 303	31 839	38 204	102 734	7 573
Répartition en %		8,6	59,0	14,8	17,7	47,6	3,5
Embauches		5 405	8 515	1 316	1 765	11 534	3 752
dont en % :							
	CDD	86,2	81,9	85,8	90,0	89,8	90,8
Sorties		4 834	8 685	1 396	2 355	11 746	3 500
dont en % :							
	Fins de CDD	86,2	78,0	78,9	67,0	85,2	90,5
	<i>dont CDD < 1 mois</i>	81,6	78,8	82,9	86,1	84,2	86,0
	Demissions	6,3	10,2	8,6	3,7	5,7	4,4
	Licenciements économiques	0,1	0,4	0,3	1,9	0,2	0,0
	Licenc. non économiques	2,4	4,4	5,3	4,5	3,0	1,5
	Retraite	/	0,0	0,4	18,6	1,5	/
	Ruptures Conventionnelles	0,5	2,8	2,4	1,9	1,5	0,3

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2016, actifs en emploi de 15 ans ou plus (tous secteurs)

Les entreprises

Activité partielle

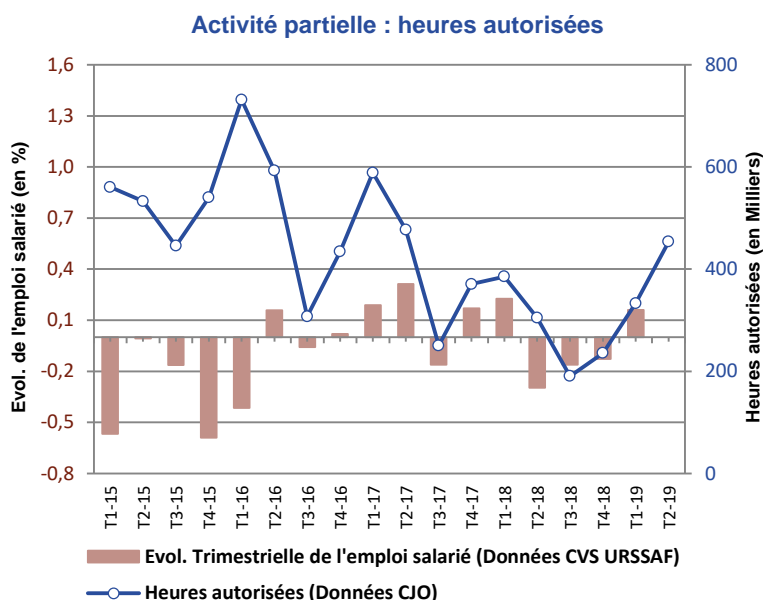
		Saône-et-Loire	
		T2 2019	Evol./T2 2018
		(en nbre)	
Heures autorisées			
Nombre de demandes		48	+9
Volume d'heures autorisées		453 614	+148 751
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	345 718	+198 746
	Construction	36 388	-89 367
	Commerce	5 268	-4 153
	Services	66 240	+43 525
Etablissements autorisés		46	+8
dont :	étab. de 50 sal. et plus	9	+3
Nombre de salariés concernés**		463	-3
Total heures autorisées 12 mois glissés		1 212 944	-98 355

Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** nombre moyen mensuel

Avertissement : Les données de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



		Saône-et-Loire	
		T1 2019	Evol./T1 2018
		(en nbre)	
Heures consommées			
Nombre d'heures consommées*		109 455	+17 768
dont :	Agriculture	0	-390
	Industrie	91 720	+27 107
	Construction	5 585	-6 126
	Commerce	2 766	-3 480
	Services	9 384	+657
Etab. ayant consommé des heures		75	-21
dont :	étab. de 50 sal. et plus	9	-2
Nombre de salariés concernés**		1 291	+168
Total heures consommées 12 mois glissés		336 535	+78 351

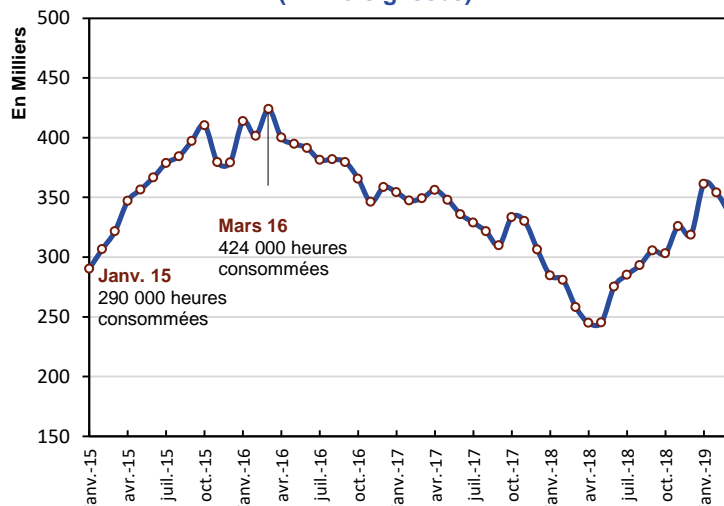
Source : DARES/DIRECCTE BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

Avertissement : Les données de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

		Saône-et-Loire	
		T2 2019	Evol./T2 2018
		(en %)	
Créations d'entreprises			
Nombre de créations d'entreprises		1 015	+21,6
dont :	Entreprises individuelles	307	+2,0
	Micro-entrepreneurs	449	+35,2
	Sociétés	259	+28,2
Cumul sur 12 mois glissés		3 754	+16,8
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs			
		566	+12,5
Cumul sur 12 mois glissés		2 196	+12,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Défaillances d'entreprises

		Saône-et-Loire	
		T2 2019	Evol./T2 2018
		(en %)	
Ouvertures de procédures			
Nombre d'ouvertures de procédures		85	-5,6
dont :	Sauvegardes	0	n.s.
	Redressements judiciaires	29	-6,5
	Liquidations judiciaires directes	56	0,0
Nombre d'emplois menacés		136	-78,7
dont :	Agriculture	0	n.s.
	Industrie	31	-24,4
	Construction	44	n.s.
	Commerce	22	-33,3
	Services	39	-92,8
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		393	-4,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement DIRECCTE BFC-SESE

n.s. : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

1 ^{er} trimestre 2019 (Données CVS)	Saône-et-Loire					Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution								
		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %					
Agriculture	4 250	+170	+4,1	+230	+5,6	4 270	+170	+4,0	+230	+5,8					
Industrie	33 190	-150	-0,5	-400	-1,2	37 120	+10	+0,0	-630	-1,7					
Industrie agro-alimentaire	5 900	+50	+0,8	+20	+0,4	6 550	+30	+0,4	+40	+0,6					
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 270	-40	-1,6	-50	-2,3	2 460	-40	-1,4	-90	-3,7					
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 710	-110	-2,3	-140	-2,8	5 400	-90	-1,6	-130	-2,3					
Matériels de transport	2 500	-30	-1,0	-40	-1,5	2 860	-20	-0,7	-140	-4,7					
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	17 800	-30	-0,2	-190	-1,1	19 840	+130	+0,6	-300	-1,5					
Construction	10 600	+50	+0,4	-10	-0,1	11 900	+220	+1,9	+30	+0,2					
Commerce ; réparation auto.	24 200	-70	-0,3	-140	-0,6	24 800	-110	-0,5	-200	-0,8					
Services marchands	42 080	+120	+0,3	+150	+0,3	44 050	+260	+0,6	0	+0,0					
Transports et entreposage	10 290	+130	+1,2	+200	+1,9	11 110	+200	+1,9	-50	-0,5					
Hébergement et restauration	6 130	+40	+0,7	+150	+2,6	6 200	+60	+1,0	+180	+2,9					
Information et communication	1 210	-50	-4,2	-10	-1,1	1 230	-50	-3,6	-10	-0,7					
Services financiers	3 210	-10	-0,4	-80	-2,3	3 240	-20	-0,5	-70	-2,1					
Services immobiliers	1 430	+10	+0,8	+10	+0,9	1 450	+30	+2,0	+10	+0,9					
Services aux entreprises	12 200	+80	+0,7	+90	+0,7	13 150	+110	+0,8	+170	+1,3					
Services aux ménages	7 610	-70	-0,9	-220	-2,8	7 680	-80	-1,0	-220	-2,8					
Services non marchands	60 640	-130	-0,2	-480	-0,8	60 710	-110	-0,2	-460	-0,7					
Ensemble	174 960	-20	-0,0	-660	-0,4	182 860	+430	+0,2	-1 020	-0,6					

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

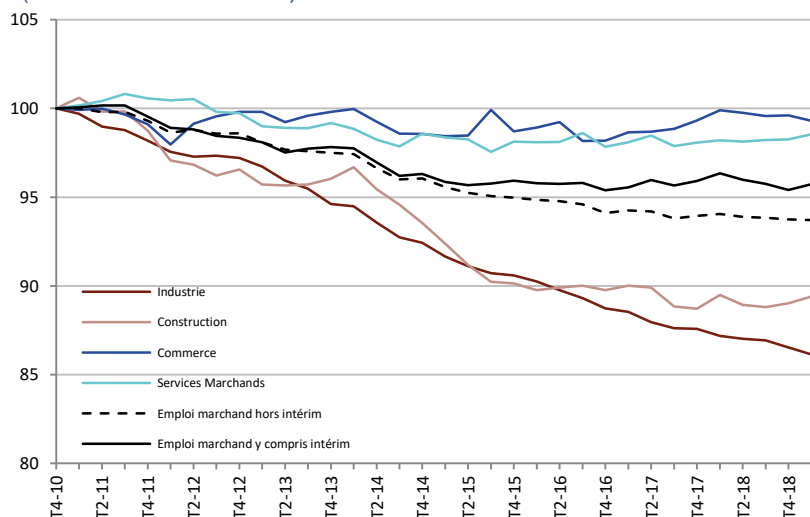
Traitement : Direccte BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département

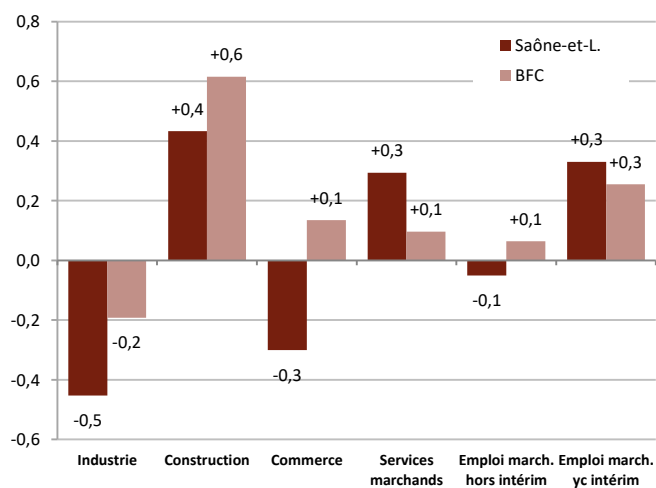
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2018 et le 1^{er} trim. 2019, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1^{er} trimestre 2019 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	30	+6,8	-9,4	0,7	-0,1	30	0,0	0,0	1,7	-0,2
Industrie	3 600	+2,1	-5,2	10,0	-0,4	3 530	-4,1	+1,4	2,4	+0,4
Construction	1 280	+14,4	+4,6	10,8	+0,4	1 230	+2,5	+10,8	2,8	+0,2
Commerce	600	-3,1	-10,8	2,4	-0,3	610	+1,7	-6,2	1,4	-0,2
Services	1 990	+5,0	-4,7	3,4	-0,2	1 860	-3,6	-4,6	1,7	0,0
Ensemble	7 510	+4,3	-4,0	5,5	-0,2	7 260	-2,4	+0,6	2,1	+0,2

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source Acoess-Urssaf), y compris intérim, en fin de trimestre.

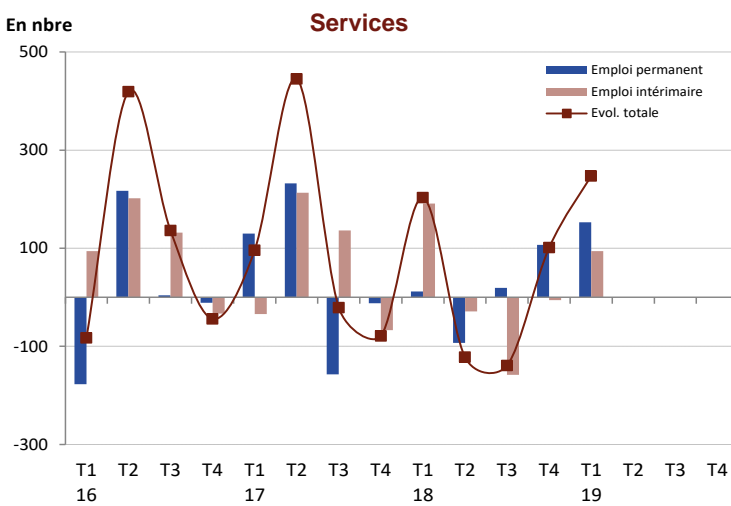
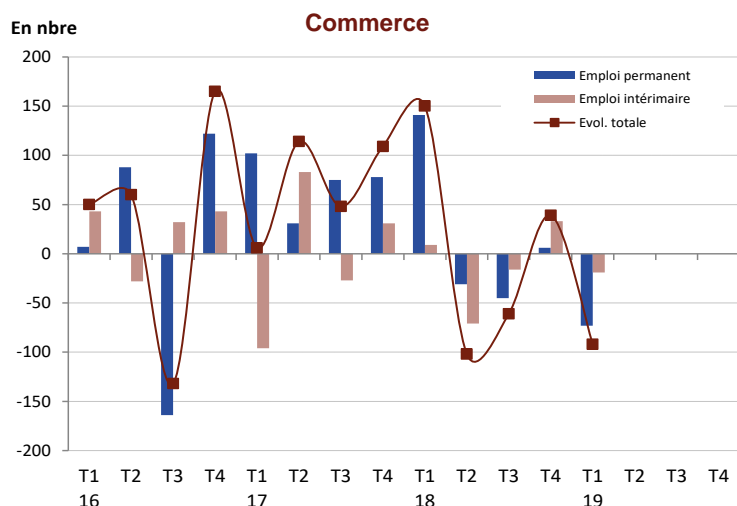
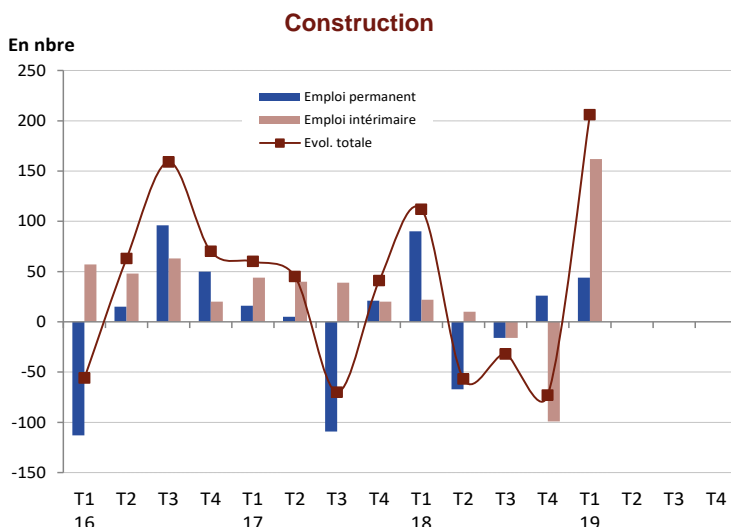
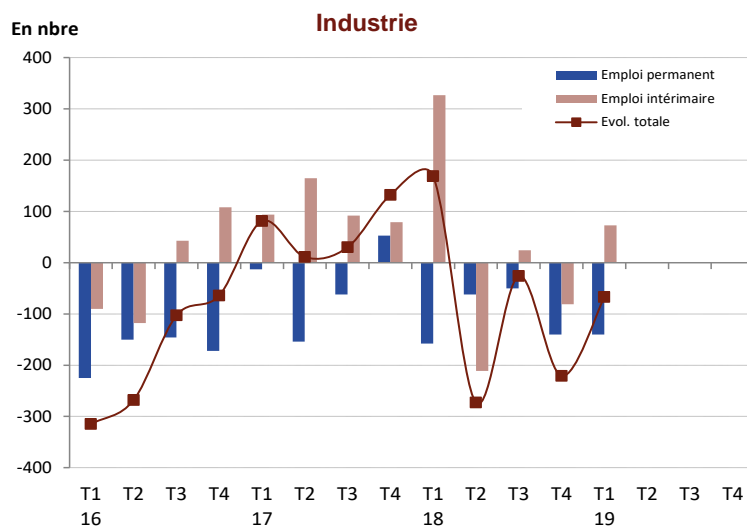
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les séries de l'intérim ont été fortement révisées sur l'ensemble des deux dernières années (voir la note méthodologique disponible sous : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018_t1_revisiensemploiinterimaire.pdf).

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

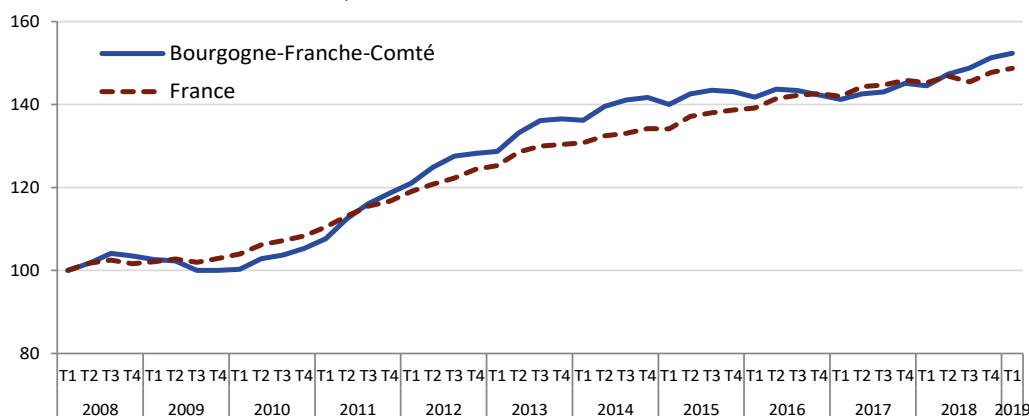
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2019	Actifs occupés RP 2016	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 999	213 760	22,0	+0,2	+170	+0,1	120	0,3	-4,0	+1	+0,8
Doubs	220 427	195 990	20,2	+0,1	-850	-0,4	25 628	72,1	+0,4	+1 296	+5,3
Jura	105 268	85 790	8,8	+0,3	-100	-0,1	6 004	16,9	+1,4	+234	+4,1
Nièvre	72 914	66 630	6,9	0,0	-310	-0,5	15	0,0	-6,3	0	0,0
Haute-Saône	92 912	66 120	6,8	+0,2	-290	-0,4	436	1,2	+0,5	+37	+9,3
Saône-et-Loire	212 973	182 860	18,8	+0,2	-1 020	-0,6	141	0,4	-0,7	+16	+12,8
Yonne	127 995	108 370	11,2	0,0	-640	-0,6	11	0,0	+10,0	+1	+10,0
Territoire de Belfort	55 671	50 680	5,2	-0,5	-810	-1,6	3 183	9,0	+1,7	+234	+7,9
BFC	1 109 159	970 180	100,0	+0,1	-3 860	-0,4	35 538	100,0	+0,7	+1 819	+5,4

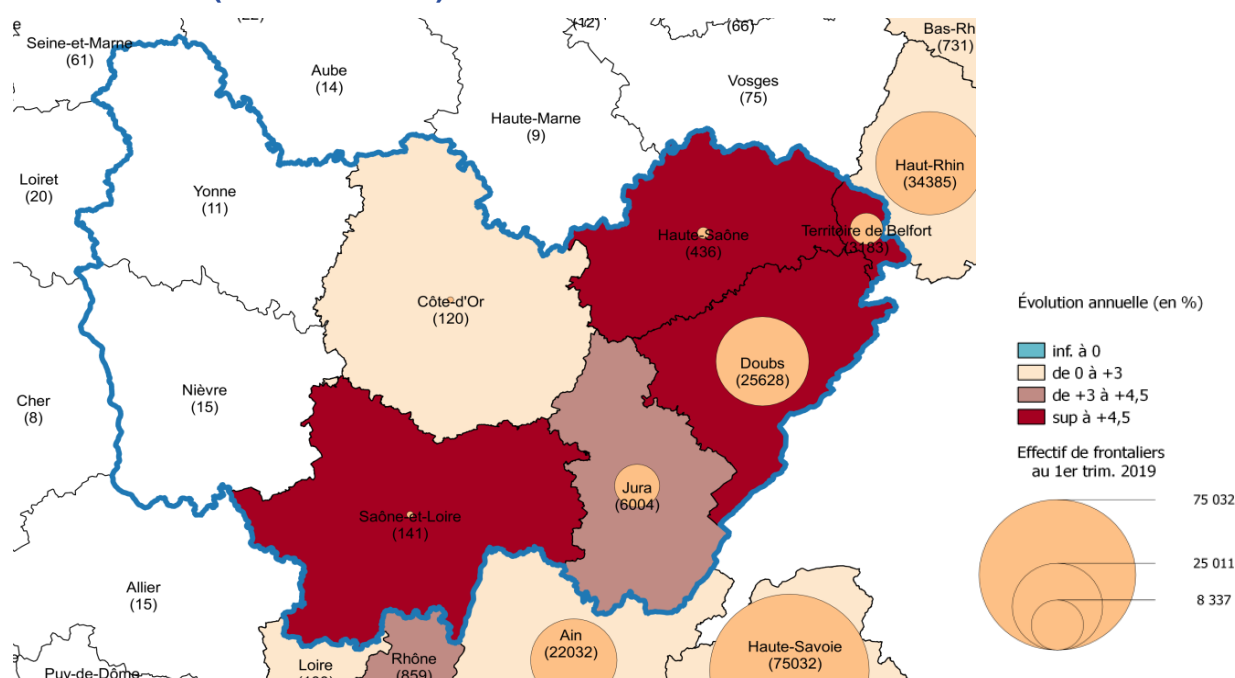
Sources : INSEE - RP 2016 (enquêtes annuelles 2014 à 2018) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 5,3 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 25 628 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T2 2019	Cumul 2019	Var.(%)/ cumul 2018	Var.(%)/ cumul 2018
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	190	445	-3,1	-22,8
dont Education Nat.	35	127	+25,7	-31,0
dont Collectivités	36	56	-30,0	-24,8
dont résidents QPV	11	25	-35,9	-18,6
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	483	1 020	+25,3	+33,4
dont Garantie Jeunes	181	337	+21,7	+18,2
dont résidents QPV	51	115	+12,7	+25,5
Alternance :				
Contrat apprentissage				
- secteur privé	115	354	+9,6	+15,4
- secteur public	0	7	n.s.	0,0

n.s. : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2018	Cumul 2018	Var.(%)/ cumul 2017
Côte d'Or	351	1 561	-0,6
Doubs	528	2 355	-8,8
Jura	277	1 084	-13,3
Nièvre	196	769	-17,1
Haute-Saône	159	695	+1,5
Saône-et-Loire	398	1 705	-4,4
Yonne	478	1 879	-5,3
Territoire de Belfort	107	467	-5,3
BFC	2 494	10 515	-6,7

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T1 2019	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	820	-42,3	-37,2
Emploi d'avenir	204	-57,1	-65,6
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	552	+8,9	+9,3
IAE (au 4T 2018)	1 416	+4,6	-0,1

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 133 milliards d'euros en 2016, dont 67 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-dépenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2016>